

PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Commune
de LIMEY-REMENAUVILLE

**PLAN de PREVENTION des
RISQUES
TECHNOLOGIQUES
autour des installations
du parc B de stockage de liquides
inflammables de la société française
Donges-Metz (SFDM)**

Règlement

19 8 DEC 2014

Arrêté d'approbation du

L'ingénieur en chef des ponts
des eaux et des forêts
Sous-directeur de l'immobilier et de l'environnement
Stanislas PROUVOST

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Version définitive du 13 novembre 2014

SOMMAIRE

| | |
|---|-----|
| TITRE I – PORTEE DU PPRT : DISPOSITIONS GENERALES..... | p.3 |
| CHAPITRE I : CHAMP D'APPLICATION..... | p.3 |
| ARTICLE I.1 – Champ d'application..... | p.3 |
| ARTICLE I.2 – Portée des dispositions..... | p.3 |
| ARTICLE I.3 – Plan de zonage et son articulation avec le règlement..... | p.3 |
| CHAPITRE II : APPLICATION ET MISE EN OEUVRE DU PPRT..... | p.4 |
| ARTICLE II.1 – Effets du PPRT..... | p.4 |
| ARTICLE II.2 – Les conditions de mise en œuvre des mesures foncières..... | p.4 |
| ARTICLE II.3 – Responsabilités et infractions attachées au PPRT..... | p.4 |
| ARTICLE II.4 – Révision du PPRT..... | p.5 |
| TITRE II – REGLEMENTATION DES PROJETS..... | p.5 |
| CHAPITRE I : DEFINITION D'UN PROJET..... | p.5 |
| CHAPITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A LA ZONE "R"..... | p.5 |
| ARTICLE II.2.1 Dispositions relatives aux projets nouveaux..... | p.5 |
| II.2.1.1 Interdictions..... | p.5 |
| II.2.1.2 Autorisations sous conditions..... | p.5 |
| II.2.1.3 Dispositions constructives..... | p.6 |
| ARTICLE II.2.2 Dispositions relatives aux biens existants..... | p.6 |
| II.2.2.1 Interdictions..... | p.6 |
| II.2.2.2 Autorisations sous conditions..... | p.6 |
| II.2.2.2 Dispositions constructives..... | p.7 |
| CHAPITRE III : DISPOSITIONS RELATIVES A LA ZONE "r"..... | p.7 |
| ARTICLE III.3.1 Dispositions relatives aux projets nouveaux..... | p.7 |
| III.3.1.1 Interdictions..... | p.7 |
| III.3.1.2 Autorisations sous conditions..... | p.7 |
| III.3.1.3 Dispositions constructives..... | p.7 |
| ARTICLE III.3.2 Dispositions relatives aux biens existants..... | p.8 |
| III.3.2.1 Interdictions..... | p.8 |
| III.3.2.2 Autorisations sous conditions..... | p.8 |
| III.3.2.3 Dispositions constructives..... | p.8 |
| TITRE III – MESURES FONCIERES..... | p.9 |
| TITRE IV - MESURES DE PROTECTION DES POPULATIONS..... | p.9 |
| ARTICLE IV.1 – PRESCRIPTION EN MATIERE D'USAGE EN ZONE "R" et "r"..... | p.9 |
| TITRE V – SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE..... | p.9 |
| Annexe I - MODELE D'ATTESTATION | |
| Annexe II - PLAN DE ZONAGE REGLEMENTAIRE | |

TITRE I – PORTEE DU PPRT : DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE I : CHAMP D'APPLICATION

ARTICLE I.1 – CHAMP D'APPLICATION

Le présent règlement du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) lié au dépôt de liquides inflammables de la société française Donges-Metz (SFDM) s'applique sur la commune de LIMEY-REMENAUVILLE située dans le département de la Meurthe-et-Moselle.

Il détermine les mesures d'interdictions et de prévention à mettre en œuvre contre le risque technologique afin de limiter les conséquences d'un accident susceptible de survenir dans cette installation.

ARTICLE I.2 – PORTEE DES DISPOSITIONS

En application des articles L.515-15 à L.515-25 et R.515-39 à R.515-50 du code de l'environnement relatifs aux Plans de Prévention des Risques Technologiques, le présent règlement fixe les dispositions relatives aux biens, à l'exercice de toutes activités, à tous travaux, à toutes constructions et installations afin de limiter, voire diminuer la vulnérabilité des enjeux soumis à un aléa technologique.

Le règlement du PPRT est opposable à toute personne publique ou privée qui désire entreprendre des constructions, installations, travaux ou activités sans préjudice des autres dispositions législatives ou réglementaires qui trouveraient à s'appliquer.

Les constructions, installations, travaux ou activités non soumis à un régime de déclaration ou d'autorisation préalable sont édifiés ou entrepris sous la seule responsabilité de leurs auteurs dans le respect des dispositions du présent PPRT.

L'organisation de rassemblement ou de manifestation sur des terrains soumis à l'aléa technologique ne relève que du pouvoir de police général du maire ou le cas échéant du pouvoir de police du préfet. Les prescriptions du PPRT ne peuvent donc concerner une utilisation de l'espace qui se déroulerait sur un terrain nu, dépourvu de tout aménagement ou ouvrage à la date d'approbation du PPRT.

ARTICLE I.3 - PLAN DE ZONAGE ET SON ARTICULATION AVEC LE REGLEMENT

Les critères et la méthodologie qui ont présidé à la détermination des différents niveaux d'aléas du risque technologique considérés sont exposés dans la note de présentation du présent PPRT. Trois classes d'aléas, correspondants à des effets thermiques sont appréhendées par le présent règlement : fort+ (F+), moyen+ (M+), et faible (Fa).

En application de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, le PPRT comporte 2 zones :

- Zone « R » correspond à une zone d'aléa thermique fort+ (F+) et sans aléas de surpression.

Au sein de cette zone peuvent être identifiés :

- des prescriptions concernant les mesures de protection des populations face aux risques encourus, relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication existant à la date d'approbation du plan.

- Zone « r » correspond à une zone d'aléas thermiques moyen+ (M+) et faible (Fai) et sans aléas de surpression.

Au sein de cette zone peuvent être identifiées :

- des prescriptions concernant les mesures de protection des populations face aux risques encourus, relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication existant à la date d'approbation du plan.

- Zone "grisée" correspond à l'emprise foncière des installations du parc B de la société SFDM situées dans les zones d'aléa. C'est une zone d'interdiction de tout bâtiment ou usage non liés aux installations à l'origine du risque. Cette interdiction est destinée à enclencher une révision du PPRT si l'exploitant venait à se séparer de tout ou partie de son terrain situé en zone grisée.

CHAPITRE II : APPLICATION ET MISE EN OEUVRE DU PPRT

ARTICLE II.1 – EFFETS DU PPRT

Le PPRT vaut servitude publique. À ce titre, il doit être annexé au Plan Local d'Urbanisme (PLU) dans un délai de trois mois à compter de sa notification par le Préfet, conformément à l'article R.126-1 du code de l'urbanisme. Le Maire ou le Président des collectivités territoriales et des Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent pour l'élaboration des documents d'urbanisme est responsable de l'application du PPRT sur la commune de LIMEY-REMENAUVILLE en particulier lors de l'élaboration ou de la révision du document d'urbanisme.

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention prises pour l'application du règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés. Le maître d'ouvrage a également obligation d'entretien des mesures exécutées.

ARTICLE II.2 - LES CONDITIONS DE MISE EN OEUVRE DES MESURES FONCIERES

Les mesures foncières ne peuvent être mises en place qu'à l'issue de procédures spécifiques. Le PPRT ne rend pas possible l'exercice des instruments de maîtrise foncière prévues par le code de l'urbanisme ou le code de l'expropriation.

ARTICLE II.3 – RESPONSABILITES ET INFRACTIONS ATTACHEES AU PPRT

Les décisions prises en application du présent PPRT peuvent faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent par les tiers concernés dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'avis de décision.

Les infractions aux prescriptions édictées par le présent PPRT en application du I de l'article L.515-24 du code de l'environnement sont punies des peines prévues à l'article L.480-4 du code de l'urbanisme.

ARTICLE II.4 – REVISION DU PPRT

Le PPRT peut être révisé dans les conditions prévues par l'article R. 515-47 du code de l'environnement, notamment sur la base d'une évolution de la connaissance des risques générés par l'établissement à l'origine du PPRT.

TITRE II – REGLEMENTATION DES PROJETS

CHAPITRE I : DEFINITION D'UN PROJET

Un projet se définit comme étant, à compter de la date d'approbation du PPRT, la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que de constructions nouvelles et l'extension, le changement de destination ou la reconstruction des constructions existantes.

CHAPITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A LA ZONE "R"

La zone "R" correspond à une zone d'aléa thermique **fort+** (F+) et sans aléas de surpression.

Dans cette zone, un point impacté est soumis potentiellement à un **effet thermique** dont les conséquences sur la vie humaine sont jugées très graves, c'est-à-dire que l'intensité des effets thermiques est comprise entre 8 kW/m² et 12 kW/m².

ARTICLE II.2.1 Dispositions relatives aux projets nouveaux

II.2.1.1 Interdictions

Sont interdites :

Toute construction et installation, à l'exception de celles mentionnées à l'article « autorisation sous conditions » ci-dessous.

II.2.1.2 Autorisations sous conditions

Sont autorisés :

- les ouvrages et locaux techniques indispensables au fonctionnement des services publics, ou participant à la réduction du risque technologique, sans personnel présent de manière permanente ou fréquente et sous réserve de ne pas accroître les risques technologiques ;
- les constructions ou installations indispensables à l'activité des installations du parc B ou participant à la réduction du risque technologique, sous réserve de ne pas accroître les risques technologiques ;
- la création d'infrastructures (voiries de desserte, aires de stationnement ...) strictement nécessaires à l'acheminement des secours, à l'acheminement de marchandises, liées à l'exploitation du site, objet du présent PPRT.

II.2.1.3 Dispositions constructives

– Les projets autorisés à l'article II.2.1.2 seront conçus et réalisés de manière à ce que la sécurité des occupants des bâtiments soit assurée face à un aléa thermique correspondant aux seuils suivants :

| Zone | Seuils thermiques |
|------|-------------------|
| R | 8 - 12 KW/m2 |

- A cette fin, le pétitionnaire devra justifier des mesures mises en oeuvre pour atteindre cet objectif.
- Conformément à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme, pour les projets soumis à prescription de caractéristiques constructives selon les termes du règlement du PPRT et nécessitant une autorisation d'urbanisme
- une étude préalable permettant de déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation de cette construction, devra être réalisée,
- une attestation à être établie par le maître d'oeuvre du projet (architecte ou cabinet d'études) ou par un expert agréé certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception. Cette attestation devra être jointe à la demande d'autorisation d'urbanisme. Un modèle d'attestation est fourni en annexe I.

ARTICLE II.2.2 Dispositions relatives aux biens existants

II.2.2.1 Interdictions

-Sont interdites :

Toute construction et installation, à l'exception de celles mentionnées à l'article « autorisation sous conditions » ci-dessous.

II.2.2.2 Autorisations sous conditions

Sont autorisés :

- les travaux de démolition et mise en place de clôture ;
- les travaux d'entretien, de réparation et de gestion courante ainsi que les aménagements des bâtiments, constructions, infrastructures et installations existants à la date d'approbation du présent document sous réserve qu'ils ne conduisent pas à une augmentation du risque, objet du présent règlement.

- II.2.2.3 Dispositions constructives

Les projets autorisés à l'article II.2.2.2 seront conçus et réalisés de manière à ce que la sécurité des occupants des bâtiments soit assurée face à un aléa thermique correspondant aux seuils suivants :

| Zone | Seuils thermiques |
|------|-------------------|
| R | 8 - 12 KW/m2 |

- A cette fin, le pétitionnaire devra justifier des mesures mises en oeuvre pour atteindre cet objectif.

- Conformément à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme, pour les projets soumis à prescription de caractéristiques constructives selon les termes du règlement du PPRT et nécessitant une autorisation d'urbanisme :
- une étude préalable permettant de déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation de cette construction, devra être réalisée,
- une attestation devra être établie par le maître d'oeuvre du projet (architecte ou cabinet d'études) ou par un expert agréé certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception. Cette attestation devra être jointe à la demande d'autorisation d'urbanisme. Un modèle d'attestation est fourni en annexe I.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS RELATIVES A LA ZONE "r"

La zone "r" correspond à 2 zones d'aléa thermique **moyen+ (M+)** et **faible (Fai)** et sans aléas de surpression.

Dans cette zone, un point impacté est soumis potentiellement à un **effet thermique** dont les conséquences sur la vie humaine sont jugées significatives à graves, c'est-à-dire que l'intensité des effets thermiques est comprise entre 3 kW/m² et 8 kW/m².

ARTICLE III.3.1 Dispositions relatives aux projets nouveaux

III.3.1.1 Interdictions

Sont interdites :

- toute construction et installation, à l'exception de celles mentionnées à l'article « autorisation sous conditions » ci-dessous.

III.3.1.2 Autorisations sous conditions

Sont autorisés :

- les ouvrages et locaux techniques indispensables au fonctionnement des services publics, ou participant à la réduction du risque technologique, sans personnel présent de manière permanente ou fréquente et sous réserve de ne pas accroître les risques technologiques ;
- les constructions ou installations indispensables à l'activité des installations du parc B ou participant à la réduction du risque technologique, sous réserve de ne pas accroître les risques technologiques ;
- la création d'infrastructures (voiries de desserte, aires de stationnement ...) strictement nécessaires à l'acheminement des secours, à l'acheminement de marchandises, liées à l'exploitation du site, objet du présent PPRT ;
- les travaux de mise en place de clôture des parcelles privées ou limitant une exploitation forestière.

III.3.1.3 Dispositions constructives

Les prescriptions suivantes sont obligatoires pour toutes les constructions ou installations susceptibles d'être autorisées à l'article précédent :

Les projets autorisés à l'article III.3.1.2 seront conçus et réalisés de manière à ce que la sécurité des occupants des bâtiments soit assurée face à un aléa thermique correspondant aux seuils suivants :

| zone | Seuils thermiques |
|------|-------------------|
| r | 3- 8 KW/m2 |

A cette fin, le pétitionnaire devra justifier des mesures mises en oeuvre pour atteindre cet objectif.

Conformément à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme, pour les projets soumis à prescription de caractéristiques constructives selon les termes du règlement du PPRT et nécessitant une autorisation d'urbanisme :

- une étude préalable permettant de déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation de cette construction, devra être réalisée,
- une attestation devra être établie par le maître d'oeuvre du projet (architecte ou cabinet d'études) ou par un expert agréé certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception. Cette attestation devra être jointe à la demande d'autorisation d'urbanisme. Un modèle d'attestation est fourni en annexe I.

ARTICLE III.3.2 Dispositions relatives aux biens existants

III.3.2.1 Interdictions

Sont interdites :

- toute construction et installation, à l'exception de celles mentionnées à l'article « autorisation sous conditions » ci-dessous.

III.3.2.2 Autorisations sous conditions

Sont autorisés :

- les travaux de démolition et mise en place de clôture ;
- les travaux d'entretien, de réparation et de gestion courante ainsi que les aménagements des bâtiments, constructions, infrastructures et installations existants à la date d'approbation du présent document sous réserve qu'ils ne conduisent pas à une augmentation du risque, objet du présent règlement.

III.3.2.3 Dispositions constructives

Les projets autorisés à l'article III.3.2.2 seront conçus et réalisés de manière à ce que la sécurité des occupants des bâtiments soit assurée face à un aléa thermique correspondant aux seuils suivants :

| zone | Seuils thermiques |
|------|-------------------|
| r | 3- 8 KW/m2 |

A cette fin, le pétitionnaire devra justifier des mesures mises en oeuvre pour atteindre cet objectif.

Conformément à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme, pour les projets soumis à prescription de caractéristiques constructives selon les termes du règlement du PPRT et nécessitant une autorisation d'urbanisme :

- une étude préalable permettant de déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation de cette construction, devra être réalisée,
- une attestation devra être établie par le maître d'oeuvre du projet (architecte ou cabinet d'études) ou par un expert agréé certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception. Cette attestation devra être jointe à la demande d'autorisation d'urbanisme. Un modèle d'attestation est fourni en annexe I.

TITRE III – MESURES FONCIERES

Le présent règlement ne présente pas de secteurs préemptés, délaissés ou soumis à l'expropriation.

TITRE IV – MESURES DE PROTECTION DES POPULATIONS

ARTICLE IV.1 - PRESCRIPTION EN MATIERE D'USAGE EN ZONES "R" et "r"

Est prescrite :

- l'installation d'une signalisation routière, dans un délai d'1 an à partir de la date d'approbation du présent PPRT, interdisant le stationnement des usagers le long des chemins de circulation situés en zone "R" et "r" ;

TITRE V – SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE

Le PPRT du parc B de la société SFDM n'abroge pas le décret du 10 juillet 1956 valant SUP, Servitude d'Utilité Publique, et déterminant la traversée de l'oléoduc DONGES-METZ .

Annexe I – MODELE D'ATTESTATION
Annexe II – PLAN DE ZONAGE REGLEMENTAIRE
